



FILIÈRE BUREAU & BUREAUTIQUE

MARCHES PUBLICS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE DE PAPIERS STANDARDS

GROUPEMENT DE COMMANDE DES CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX ET
UNIVERSITAIRES ET DES PRINCIPAUX CENTRES HOSPITALIERS

Coordonnateur : Hospices Civils de Lyon

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
2. DEFINITION DU BESOIN	3
2.1 ALLOTISSEMENT	3
2.2 CATALOGUE(S)	3
3. POLITIQUE ACHAT	4
3.1 ACHAT DURABLE, SANTE AU TRAVAIL & PERFORMANCES ECONOMIQUES	4
3.3 PLAN DE PROGRES	4
4. CONFORMITE A LA LEGISLATION – REGLEMENTATION ET NORMES EN VIGUEUR	5
4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES REGLEMENTATIONS APPLICABLES	6
4.1.1 LES NORMES OU LEURS EQUIVALENTS EXIGES	6
4.2.2 LES FICHES TECHNIQUES	6
5. PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE	7
6. SPECIFICATIONS TECHNIQUES	7
6.1 CARACTERISTIQUES GENERALES	7
6.1.1 : FAMILLE « PAPIERS STANDARDS » :	8
6.1.2 : FAMILLE « PAPIERS POUR IMAGERIE MEDICALE » :	9
6.1.3 : FAMILLE « PAPIERS AUTOCOPIANTS » :	9
6.1.4 : FAMILLE « PAPIERS COUCHES » :	9
6.1.5 : FAMILLE « PAPIERS OFFSET » :	9
6.1.6 : FAMILLE « ARTICLES ET PRESTATIONS DIVERSES » :	9
6.2. : SPECIFICATIONS QUANTITATIVES	10

1. DEFINITIONS ET OBLIGATIONS GENERALES

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Cette consultation a pour objet la fourniture de papiers neufs et recyclés pour imprimantes et photocopieurs, de papiers destinés à l'imagerie médicale, de papiers couchés, de papiers offset, de papiers de fort grammage et de papiers autocopiants ainsi que d'autres prestations associées pour l'ensemble des adhérents de la centrale UniHA.

Le descriptif des fournitures et des services associés est précisé dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : voir annexe 1 du CCAP pour la liste des adhérents au groupement de commande

2. DEFINITION DU BESOIN

2.1 ALLOTISSEMENT

Cette consultation est constituée d'un lot unique intégrant des familles de produits contenant chacune plusieurs articles. Les différentes familles sont :

- Papiers standards
- Papiers surfaces pour imagerie médicale
- Papiers autocopiants
- Papiers de fort grammages
- Papiers couchés
- Papiers offset
- Articles et prestations diverses

2.2 CATALOGUE(S)

Chacune de ces famille intègre une liste d'articles listés dont le détail est fourni dans le cadre de l'offre financière.

La consultation prévoit également la mise à disposition d'un catalogue ou de catalogues, liste complémentaires d'articles similaires aux produits listés au BPU. Le périmètre de ce catalogue sera validé au moment de la mise au point du marché entre le coordonateur et le titulaire. Tous les matériels ne répondant pas à l'objet du marché seront exclus.

Les établissements pourront accéder à tous les produits du ou des catalogues du titulaire en liaison avec l'objet du marché et pourront comprendre par exemple, des coloris différents, d'autres grammages ou dimensions que celles exigées dans le BPU. Dans cette perspective le titulaire propose sur les prix publics de son ou de ses catalogues un taux de remise pour les fournitures sur les prix publics. Les pourcentages de remises applicables sur les catalogues publics sont indiqués au BPU de l'offre. Pour un même catalogue, le candidat peut proposer un seul taux de remise ou il peut proposer des taux de remises différenciés par familles de fournitures. Les catalogues peuvent être réactualisés au maximum une fois par an.

La partie BPU, articles listés, est estimée à 95% du volume financier des commandes sur la durée du marché. La partie catalogues du titulaire est estimée à 5% du volume financier des commandes sur la durée du marché.

Les catalogues fournis par le titulaire, remis dans son offre, comprennent un tarif général public, le taux de remise contractuelisé, le tarif remisé.

Le titulaire doit être en capacité de fournir l'ensemble des fournitures et services associés inscrits au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dans son offre.

De plus, le titulaire s'engage à assurer ses obligations d'information, de conseil, de mise en garde et d'optimisation tout au long de l'exécution du marché. Dans le cas où les établissements émettent des demandes

complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché, à fournir à ceux-ci l'ensemble des recommandations nécessaires en vue de garantir et optimiser la réalisation du contrat.

3. POLITIQUE ACHAT

3.1 ACHAT DURABLE, SANTE AU TRAVAIL & PERFORMANCES ECONOMIQUES

Pouvoir Adjudicateur souhaite que l'acquisition et l'utilisation des fournitures et services associés favorisent une approche éco-responsable et d'achat durable. Dans cet objectif les offres des candidats doivent contribuer à la santé et la qualité de vie au travail, à la prévention, à la solidarité sociale, à la protection de l'environnement ainsi qu'aux performances économiques.

Le titulaire s'engage à respecter toutes législations en vigueur en matière environnementale ainsi que sociale et notamment ne pas employer de substances toxiques ou interdites.

Au-delà des dispositions légales et réglementaires, le titulaire s'engage à respecter les consignes et procédures des établissements en matière d'environnement ; et notamment celles concernant les substances interdites ou non souhaitées par ceux-ci ; ainsi que les demandes relatives aux rejets et aux circuits d'élimination des matériaux générés par la réalisation des prestations objets du marché.

Le présent accord cadre est construit dans l'objectif d'optimiser les coûts des fournitures et services associés, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de favoriser l'insertion notamment par le fait de :

- ✓ Garantir une politique environnementale, sociale et :
 - Recourir au recyclage : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou d'autres fins
 - Assurer la gestion du transport et de la logistique avec une stratégie ayant pour but de réduire les émissions de CO², d'optimiser les tournées, d'avoir recours à des véhicules propres, de former le personnel à l'éco conduite
 - Optimiser en permanence le conditionnement des produits, garantir la gestion des emballages avec une approche pour éviter le suremballage, limiter au maximum le recours aux films plastiques, recourir à des emballages écoresponsables
 - Dématérialiser les flux (substitution par des supports numériques)
 - Accompagner les établissements dans leur choix et la rationalisation des produits, dans l'optimisation de leurs approvisionnements, des livraisons
 - Recourir à l'insertion sociale...

Le titulaire devra se conformer à la réglementation liée à son secteur y compris en cas d'évolution de celle-ci au cours de la durée d'exécution du présent marché.

3.3 PLAN DE PROGRES

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché, il est attendu du titulaire qu'il propose un accompagnement des bénéficiaires vers une démarche de progrès continu. Le titulaire proposera des pistes d'amélioration pour l'exécution du marché. Il devra notamment apporter des solutions concrètes visant à une gestion plus rationnelle des fournitures, des commandes et de leur distribution.

Il peut s'agir des axes d'amélioration suivants :

- ✓ D'ordre technique
- ✓ D'ordre environnemental : restreindre l'impact environnemental des prestations, renouveler le parc de véhicules, rationaliser les livraisons, mutualiser les livraisons et les dépôts logistiques, mettre en

œuvre des pratiques de conditionnement durable, augmenter la gamme de fournitures recourant au recyclage, aux matériaux biosourcés...

- ✓ D'ordre social : accroître le volume d'heures confiées à des personnes en insertion, promouvoir l'égalité femmes/hommes, garantir l'emploi durable et décent pour tous

Chaque établissement sera libre d'adhérer ou non à ces évolutions, en partie ou en totalité. Le plan de progrès représente également une opportunité pour la mise en place d'innovations qui pourront être testées sur un site défini au préalable. Des objectifs de performances en adéquation au plan de progrès pourront être déterminés en cours d'exécution.

Dans cette perspective, la démarche d'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire dans un délai maximal de 14 mois après la notification du marché (par exemple : lors de la première revue de contrat).

Il présente, au Coordonnateur, des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer un plan de progrès initial.

Le titulaire convient d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir à chaque revue de contrat un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et, le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché, il donne lieu à la conclusion d'un avenant entre le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courrier entre les parties.

En aucun cas, les actions du plan de progrès ne pourront remettre en cause l'économie générale du marché.

4. CONFORMITE A LA LEGISLATION – REGLEMENTATION ET NORMES EN VIGUEUR

Les fournitures et services associés doivent répondre à toutes les spécifications du marché, normes en vigueur et à venir, énoncées dans les lois et décrets applicables pendant la période d'exécution du marché ainsi qu'aux recommandations éventuelles d'institutions. Ils doivent être en tous points conformes à la réglementation en vigueur prévue par les différents textes (règlement européen, directives européennes, lois françaises ...).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les notices et instructions d'utilisation transmises aux établissements doivent être en langue française et permettre d'utiliser les fournitures en toute sécurité ainsi qu'un usage optimal.

Toute référence à une norme dans le présent CCTP doit être comprise avec la mention « ou équivalent ». Le titulaire apporte par tout moyen la preuve de l'équivalence.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser un contrôle de la conformité des fournitures ou du déclaratif du titulaire par un organisme de contrôle de son choix. Si ces certifications ou déclaratifs s'avèrent inexacts, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux frais et torts exclusifs du titulaire ou de faire effectuer à la charge du titulaire les remédiations préconisées par le bureau de contrôle afin de mettre les produits au niveau des déclaratifs inclus dans l'offre et ce, sans aucun surcoût sur les livraisons effectuées et à venir (remédiations vérifiées par le même bureau de contrôle).

Le candidat indique dans le Cadre du Mémoire Achat Durable les labels pour chaque fourniture proposée au BPU.

4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les fournitures doivent être en conformité avec les réglementations en vigueur notamment vis-à-vis du type de public et de l'usage concernés.

4.1.1 Les normes ou leurs équivalents exigées

Les fournitures objet du présent accord cadre ainsi que leurs conditions d'installation doivent impérativement être conformes, selon le type de fournitures et de services associés, aux normes et réglementations ci-dessous :

- ✓ Aux décrets, arrêtés, circulaires en vigueur à la date de remise des offres
- ✓ L'origine des bois provenant de forêts gérées durablement : PEFC, FSC sera valorisé

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marquages de qualité françaises, le Titulaire du marché peut proposer des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace Economique Européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords de l'European co-opération for Accréditation (EA).

Le Titulaire du marché doit alors apporter les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou le marquage de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le Pouvoir Adjudicateur accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

Toute demande formulée par le Pouvoir Adjudicateur et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Pouvoir Adjudicateur avec tous les documents justificatifs nécessaires.

Le titulaire pourra être titulaire d'une norme relative à la traçabilité des produits. A minima, il devra être en mesure d'apporter des précisions et preuves relatives aux différents aspects de cette traçabilité, notamment sur les deux points suivants :

- ✓ Toutes les étapes du parcours de fabrication du produit
- ✓ La provenance des matières 1eres et des produits finis ainsi que des fournisseurs.

4.2.2 Les fiches techniques

Le Titulaire, si les établissements le demande, transmettra les Fiches Techniques pour les fournitures commandées :

- ✓ Lors de la remise de l'offre
- ✓ Lors des mises à jour
- ✓ A la demande des établissements

Chaque fiche technique fera référence aux normes applicables pour le produit considéré.

Les titres des documents transmis aux adhérents et au Pouvoir Adjudicateur sous format informatique portent la référence du fournisseur ainsi que la désignation commerciale inscrites au BPU (les noms et références précis des fournitures et services associés), celles-ci sont facilement lisibles.

Le contrôle de la qualité des fournitures incombe en premier lieu au titulaire. Ainsi, le simple fait de présenter une offre implique que le fournisseur ait déjà vérifié la conformité de la fourniture aux caractéristiques contractuelles.

Le titulaire s'engage à respecter les normes attestant du respect de l'intégralité du cahier des charges.

Il convient pour le titulaire d'anticiper les échéances réglementaires antérieures au lancement du marché mais aussi celles pouvant survenir en cours du marché. Dans le cas où pendant la période d'exécution du marché, de nouvelles dispositions réglementaires entreraient en vigueur, les fournitures devront être adaptées afin de répondre à ces nouvelles dispositions.

5. PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Le titulaire doit assurer la continuité de la mise à disposition des fournitures et des services associés.

Dans son offre, le titulaire décrit la stratégie de continuité adoptée pour garantir la mise à disposition des fournitures ainsi que des services associés du présent marché et faire face aux risques identifiés, classés selon la gravité de leurs effets et leur plausibilité (par exemple : système informatique indisponible, la destruction d'un site, fournisseur défaillant, pic de volume imprévu, rupture d'approvisionnement, retard de livraison, stocks insuffisants ...).

Il décline cette stratégie en termes de ressources et de procédures documentées qui vont servir de références pour répondre, rétablir, reprendre et retrouver un niveau de fonctionnement prédéfini.

Le Plan de Continuité d'Activité doit être revu régulièrement pour tenir compte de l'évolution de ces paramètres. La stratégie de continuité doit faciliter l'adaptabilité des mesures aux situations et l'évolutivité du plan dans le temps, en incluant une description du contexte, des scénarios de risque retenus et de la stratégie de réponse.

Les dispositifs contenus dans le Plan de Continuité d'Activité doivent être précisés et documentés avec notamment les points suivants :

- ✓ Le contexte
- ✓ Les objectifs et obligations du titulaire en lien avec l'objet du marché
- ✓ Les risques retenus comme les plus graves pour la continuité d'activité doivent être clairement explicités au moyen de scénarios
- ✓ La stratégie établie et décrite en précisant, pour chaque activité, les niveaux de service retenus et les durées d'interruption maximales pour ces différents niveaux de service, ainsi que les ressources et procédures permettant d'atteindre les objectifs, jusqu'à la reprise de la situation normale
- ✓ Les préconisations

6. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

6.1 Caractéristiques générales

Les candidats noteront que toutes les caractéristiques techniques présentées ci-après constituent un minimum. Une offre intégrant un produit pour lequel un ou plusieurs de ces paramètres n'est pas atteint serait déclarée non-conforme.

La réponse à tous ces produits est obligatoire et une offre incomplète sera jugée irrégulière.

La présence d'un ou plusieurs labels sera valorisée. Les fournitures seront idéalement être dotées d'un ou plusieurs labels garantissant que leur cycle de production répond à des critères écologiques strictes (exemples de label souhaités : Fleur Européenne, Cygne Nordique, Ange Bleu...). Les labels pour les fournitures inscrites au Cadre de Mémoire Achat Durable seront valorisés. Les candidats indiqueront clairement dans leur offre l'ensemble des certificats, attestations et autres justificatifs liés à ces labels.

Les papiers recyclés doivent présenter un taux de fibres recyclées s'approchant du 100%.

Pour toutes les familles, les prix indiqués pour les papiers couleurs seront valables pour l'ensemble des coloris proposés.

6.1.1 : Famille « papiers standards » :

PAPIERS BLANCS

Les papiers blancs, pourront être issus de fibres vierges ou recyclés et devront respecter les caractéristiques techniques cibles suivantes :

Les caractéristiques ci-dessous sont des valeurs cibles, et non pas des caractéristiques minimales.

- Indice de blancheur ISO supérieur ou égal à 95 % avec une tolérance de +/-3
- Indice de blancheur CIE supérieur ou égale 145
- Indice d'opacité 92 % avec une tolérance de +/-3
- Indice main 1,25 cm³/g avec une tolérance de +/-2%
- Épaisseur 102 microns

Les papiers non recyclés seront issus idéalement de forêts gérées durablement.

PAPIERS MILITANTS

Les papiers « militants » devront respecter les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Indice de blancheur ISO 80 %
- Indice de blancheur CIE 85
- Indice d'opacité 92 % avec une tolérance de +/-3%
- Indice main 1,25 cm³/g avec une tolérance de +/-2%
- Épaisseur 102 microns

PAPIERS RECYCLES BLANCS

Les papiers «recyclés blancs» devront respecter les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Indice de blancheur CIE 135
- Indice d'opacité 92 % avec une tolérance de +/-3%
- Indice main 1,25 cm³/g avec une tolérance de +/-2%
- Épaisseur 102 microns

PAPIERS COULEUR

Ces papiers sont divisés en deux catégories : couleurs pastel et couleurs intenses. Pour chacune de ces catégories, le candidat proposera une gamme comprenant à minima 5 coloris différents.

Les couleurs proposées devront être les même pour les papiers A4 et A3 en 80, 120 et 160 grammes.

Le candidat joindra à son offre un nuancier intégrant à minima les coloris proposés et précisant les références commerciales correspondant à chacun d'entre eux.

Si en cours de marché, l'un de ces coloris était retiré de la gamme du candidat, il serait remplacé, après accord du coordonnateur, au même tarif, par une autre référence.

Tous les papiers couleurs pourront être issus de fibres vierges ou recyclés et devront respecter les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Indice d'opacité 95 %
- Indice main 1,30 cm³/g
- Épaisseur 102 microns

Les papiers non recyclés seront issus de forêts gérées durablement. Cette gestion devra également être garantie par une certification (exemples : PEFC, FSC).

6.1.2 : Famille « papiers pour imagerie médicale » :

L'objectif est de proposer aux établissements adhérents du groupement de commande une gamme complète (formats et grammage) de papiers adaptés à l'impression d'images médicales (scanner, radiologie, ...).

Ces papiers doivent proposer un rendu haut de gamme lors de l'impression numérique couleur laser.

Ces papiers devront être surfacés de façon à présenter un aspect lisse et satiné.

Ces papiers seront proposés en plusieurs grammages et devront respecter les caractéristiques techniques minimales suivantes:

- Indice de blancheur CIE : 165
- Indice d'opacité 95 %
- Épaisseur 100 microns

6.1.3 : Famille « papiers autocopiants » :

Comme pour les autres familles, les produits proposés pourront ne pas correspondre exactement aux dimensions souhaitées, mais pour cette famille, **l'écart devra être limité à +/- 5% de la cible indiquée.**

Pour tous les produits la couleur de transcription devra être le noir.

6.1.4 : Famille « papiers couchés » :

Cette famille est composée de divers papiers couchés blancs.

Des papiers couleurs pourront être intégrés au catalogue du marché, dans différents grammages.

6.1.5 : Famille « papiers offset » :

Cette famille est composée de divers papiers offset blancs et couleurs.

Les articles 71, 83 et 84 feront l'objet de commandes de grande quantité, notamment par l'imprimerie de l'AP-HP. A ce titre ils devront pouvoir être livrés sous forme de palettes-cubes, idéalement sécables.

6.1.6 : Famille « articles et prestations diverses » :

Le candidat proposera une référence de colle auto-séparante pouvant être utilisée avec l'ensemble des papiers de la famille « papiers autocopiants ».

Cette colle sera impérativement conditionnée en bidons de moins de 2 litres (idéalement 1 litre). Le candidat veillera à fournir la fiche de données de sécurité de la colle à l'appui de son offre.

Le candidat proposera une prestation de découpe des produits proposés dans le cadre du marché dans un format spécifique.

La prestation sera facturée au kilogramme de papier découpé, hors chutes.

Pour l'essentiel le besoin couvert par ce marché porte sur des livraisons dans des volumes important, à minimum d'une palette complète. Cependant certains établissements, du fait de leur taille ou des contraintes d'accès, pourront être amenés à faire des commandes pour des quantités inférieures à la palette.

Ces commandes impliqueront parfois une livraison en étage et un travail de manutention manuel. Cette prestation a pour but de couvrir les frais liés à cette demande. Elle sera facturée à la ramette.

6.2. : SPECIFICATIONS QUANTITATIVES

Pour chacun des articles listés, les quantités estimatives de consommations sont indiquées dans le cadre de l'offre financière. Elles correspondent à une estimation de la consommation sur la durée du marché (4 ans) et sont exprimés dans l'unité de mesure indiquée.